

# DIALOGUE

La lettre d'information de DIAL

N° 48

Décembre 2017

## *Focus :*

### **Le choc de la démonétisation indienne : les réseaux interpersonnels constituent-ils un filet de protection pour tous ?**

Le 8 novembre 2016, à 20 h 00, le Premier ministre indien Narendra Modi a annoncé le retrait des deux plus grosses coupures en circulation, celles de 500 et de 1000 roupies. À partir de minuit, ces deux billets n'avaient plus cours légal et devaient être échangés à la banque contre de nouvelles espèces. Ce processus de démonétisation a été présenté par le gouvernement comme une mesure visant à lutter contre la pauvreté, avec pour objectif de contrer la corruption, l'économie souterraine, la contrefaçon de billets de banque et le terrorisme. À moyen terme, cette politique de réduction de l'argent "noir" (issu de l'économie informelle et illégale), d'élargissement du champ d'imposition fiscale et de promotion d'une économie sans argent liquide devait accélérer la transition vers l'économie formelle, en faveur des plus démunis. Du fait du manque d'anticipation et de dysfonctionnements multiples, la mise en œuvre de cette politique a été entravée par des problèmes techniques, entraînant de sérieux manques de liquidité et plongeant le pays dans le chaos pendant plus de trois mois.

Selon des estimations, 98 % des transactions dans l'économie indienne s'effectuent en liquide. Par conséquent, cette mesure choc, en privant les individus de liquidités, a eu de grandes incidences sur l'emploi, les pratiques financières quotidiennes mais aussi les réseaux sociaux : les personnes ont été amenées à s'appuyer plus que de coutume sur leurs pairs pour maintenir leurs activités économiques et sociales. Plus encore, la démonétisation a provoqué une réorganisation des réseaux individuels et communautaires. Vu son caractère inattendu, imprévisible et son application du jour au lendemain, les ménages ne pouvaient pas s'y préparer. Ils ont été touchés de plein fouet par une variation exogène de la masse monétaire, d'autant plus forte dans une économie telle que l'Inde qui repose en grande partie sur les paiements en espèces. Le manque de liquidités a déclenché une hausse de la demande de crédits informels et une multiplication des transactions dans l'économie souterraine, accentuant le rôle des interactions sociales dans les relations de travail. Les ménages et les travailleurs ont trouvé les moyens de proposer des crédits informels, de payer des avances sur salaire et de percevoir des revenus ou d'instaurer des échanges matériels entre eux sur la base de la confiance, mais aussi de structures sociales préexistantes qui sont foncièrement inégalitaires.



DIALOGUE  
est une publication  
de DIAL

Dans de tels systèmes économiques et sociaux, les populations ont été amenées à se juger mutuellement en termes de capacités de crédit et d'épargne. Ainsi, une augmentation du recours aux réseaux interpersonnels a permis de déterminer la propension des individus à se faire confiance. En se servant de cette démonétisation comme un choc exogène de façon à observer les facteurs explicatifs de la confiance dans une région rurale du sud de l'Inde, Hilger et Nordman (2017) montrent que les individus faisant le plus appel à leur réseau tendent à faire plus confiance aux autres. Le mécanisme sous-jacent semble être que les individus qui ont le plus mobilisé leur réseau ont pu vérifier sur qui ils pouvaient réellement compter en temps de crise, lors de cette réduction soudaine de la masse monétaire.

Dans cet article, nous étudions les conséquences économiques et sociales de ce choc, en nous concentrant sur les dimensions du tissu social qui ont renforcé la résilience de la population dans une région rurale de l'Inde du Sud. Nos observations reposent sur des études socioéconomiques originales menées entre 2016 et 2017. Ces travaux combinent des données quantitatives et qualitatives décrites plus en détail dans les articles de Guérin, Lanos, Michiels, Nordman et Venkatasubramanian (2017a, 2017b). Parmi les données quantitatives figure l'enquête NEEMISIS sur les ménages<sup>1</sup>, qui couvre tous les aspects de la vie rurale et contient des sections approfondies sur les relations de travail (y compris la migration de la main-d'œuvre), les pratiques financières, la consommation, les paiements, l'accès aux programmes gouvernementaux et autres<sup>2</sup>. Quelque 500 foyers ont été interrogés dans le cadre de cette enquête, soit 2 700 individus, dans dix villages d'une zone rurale de l'État du Tamil Nadu, à la frontière entre les deux districts de Villupuram et de Cuddalore. L'enquête a débuté en août 2016 et s'est arrêtée au moment de la démonétisation. L'interruption n'était pas due au choc monétaire, mais à des contraintes de logistique internes. Par voie de conséquence, la composition des échantillons de foyers avant et après la démonétisation peut être considérée comme exogène vis-à-vis du choc. L'étude a repris courant janvier 2017, plus de deux mois après l'annonce du retrait des coupures. Cela nous a permis d'ajouter une section approfondie sur la démonétisation, visant à comprendre quels impacts cette mesure a eu sur l'emploi et l'organisation du travail, les pratiques financières ainsi que les réseaux interpersonnels. Près de 30 % des foyers ont été questionnés après la démonétisation. Nous avons tiré parti de cette pause pour mener un travail de terrain qualitatif, au moyen d'entretiens poussés avec des individus, des ménages et des acteurs économiques tels que des recruteurs, des employeurs, des commerçants, des prêteurs, des hommes politiques et des dirigeants de grandes entreprises. Au cours de ces entretiens, nous cherchions à savoir quelles stratégies ces individus mettaient en place pour maintenir leurs activités et leurs dépenses quotidiennes. L'équipe de recherche a également passé du temps dans les villages, les exploitations agricoles, les marchés et les boutiques pour étudier la mise en œuvre de la démonétisation, jour après jour. L'observation des transactions financières et des négociations entre les employeurs et les travailleurs, les prêteurs et les emprunteurs ainsi que les vendeurs et les clients, nous a permis d'appréhender la résilience hors du commun des

---

<sup>1</sup> L'enquête [NEEMISIS](https://neemsis.hypotheses.org/), soit *Networks, Employment, Debt, Mobilities and Skills in India Survey* (<https://neemsis.hypotheses.org/>), a été menée entre 2016 et 2017 par une équipe de chercheurs de l'IRD et de l'Institut français de Pondichéry (IFP). NEEMISIS fait suite à une première vague d'enquête menée auprès de ménages en 2010 qui constitue de fait un panel de ménages et d'individus de 2010 et 2016.

<sup>2</sup> Les résultats de cette enquête sont exploités par deux programmes de recherche complémentaires de l'IFP, tous deux menés en collaboration avec l'IRD : l'un lancé en 2003, le *Labour, Finance and Social Dynamics* (Travail, finance et dynamiques sociales), qui étudie les comportements au regard du travail et de la finance dans le centre et le littoral du Tamil Nadu ; le second, entrepris en 2015 et intitulé [LAKSMI](#), soit *LABour, sKills, Social networks and Mobilities in India* (Travail, compétences, réseaux sociaux et mobilités en Inde), aborde les interactions entre le travail, les savoir-faire, les dynamiques professionnelles et sociales ainsi que la mobilisation des réseaux interpersonnels en Asie du sud.

populations locales, mais aussi la diversité des situations et la capacité très inégale des individus et des ménages à faire face à la crise.

Notre analyse de la démonétisation, telle qu'elle a été vécue, interprétée, appropriée et parfois contournée, confirme quelques-unes des critiques soulevées par divers observateurs de la mesure<sup>3</sup>, tout en confirmant les doutes quant à ses ambitions d'"aide aux plus démunis". Nos données attestent l'hypothèse du chaos, tout au moins dans la région étudiée. Mais elles mettent aussi en évidence une capacité remarquable de résilience, liée à des pratiques économiques informelles qui autorisent une grande adaptation et réactivité. Tant la force que la flexibilité des réseaux informels ont permis aux détenteurs de liquidités de se débarrasser de leurs vieux billets assez facilement, en faisant appel à un large éventail de tactiques et de relations sociales.

Bien que les réseaux interpersonnels soient en mesure de protéger les individus contre les chocs, ils restent ancrés dans des institutions sociales très hiérarchiques. Ces dernières ont joué un rôle de régulation lors de la mise en œuvre de la démonétisation. Les individus exclus socialement et économiquement de ces réseaux sont ceux qui ont le plus souffert. Dans la région étudiée, la lutte contre l'argent sale s'est soldée par un échec, payé en partie par les pauvres, même si certains ont su tirer un avantage de la situation.

### **La gestion de la pénurie de liquidités et la refonte des relations de travail**

Au cours du processus de démonétisation, et pendant plus de trois mois, la pénurie de liquidités a considérablement ralenti l'économie. Selon plusieurs estimations, l'économie indienne a perdu des points de croissance<sup>4</sup> à cause de la mesure (Rao et Kotian 2017 ; *The Economic Time*<sup>5</sup>, 7 novembre 2017). Toutefois, les statistiques officielles ne peuvent pas estimer les effets négatifs sur la croissance dans l'économie informelle, car les chiffres officiels proviennent principalement des données du secteur formel. Les statistiques officielles du PIB semblent considérablement sous-estimer les impacts de la démonétisation sur la croissance.

Parmi les villageois questionnés après la démonétisation et ayant travaillé au cours de l'année précédente, plus d'un tiers a déclaré avoir consacré moins de temps à leur activité principale à cause de la démonétisation (Guérin et al., 2017b), et 6 % ont dû cesser totalement de travailler. Les plus touchés ont été les salariés agricoles et les travailleurs indépendants. Cependant, la plupart des salariés du secteur de l'industrie ou des services travaillaient autant qu'avant la démonétisation et seulement un quart ont vu leur temps de travail diminuer. En règle générale, les hommes ont perdu des heures de travail alors que les femmes devaient quitter leur emploi principal.

<sup>3</sup> Consulter, par exemple, l'entretien d'Amartya Sen paru dans le journal *The Hindu*, <http://www.thehindu.com/opinion/interview/%E2%80%98Serious-job-losses-are-taking-place%E2%80%99/article17046208.ece> (date de consultation : 22 septembre 2017), l'entretien de Barbara Harriss-White publié par le *Macroscan*, le 16 janvier 2017, [http://www.macrosan.org/dem/jan17/pdf/Barbara\\_Harriss\\_White.pdf](http://www.macrosan.org/dem/jan17/pdf/Barbara_Harriss_White.pdf) (date de consultation : 22 septembre 2017), et l'entretien donné par Prabath Patnaik à *The Hindu*, le 16 décembre 2016, <http://www.thehindu.com/news/cities/Hyderabad/Demonetisation-not-a-solution-to-problem-of-black-money-says-Prabhat-Patnaik/article16841981.ece> (date de consultation : 22 septembre 2017). Consulter également les articles de Kohli et Ramakumar (2016) et de Kumar (2017).

<sup>4</sup> La croissance du PIB en Inde est descendue à 5,7 % au cours du deuxième trimestre de l'année budgétaire 2017/18, contre 6,1 % pour le premier trimestre et 7,1 % pour le même trimestre de l'année précédente.

<sup>5</sup> <https://economictimes.indiatimes.com/news/economy/policy/time-to-accept-the-blunder-heres-what-manmohan-has-to-say-on-note-ban-anniversary/articleshow/61541962.cms>

En matière de consommation, beaucoup de personnes que nous avons sondées indiquaient qu'elles avaient réduit leur consommation durant la démonétisation, ou bien qu'elles mangeaient toujours en même quantité, mais en espaçant davantage les repas. Toutefois, de nombreuses transactions économiques ont été réalisées sur une base de confiance mutuelle et de crédit, par le biais de paiements des salaires en différé et d'achats de biens de consommation. L'économie informelle a permis aux acteurs d'atténuer l'impact du choc.

Les salaires ont été garantis au moyen de paiements en nature (par exemple, du riz pour les propriétaires terriens, des repas gratuits pour les restaurants) et de paiements différés. Parmi les répondants post-démonétisation, la moitié occupent un emploi salarié. Plus de 50 % de ces emplois ont été sujets à des paiements différés. Dans quelques cas, les salaires ont baissé, et un travailleur sur dix a vu sa paie diminuer, en plus d'un retard de paiement. Il est intéressant de noter que seuls les Dalits et les castes moyennes ont été touchés par les diminutions de salaire.<sup>6</sup> Ils ont également subi les paiements différés dans une plus grande proportion que les castes supérieures. C'est au niveau des emplois dits "réguliers" (par opposition à des emplois journaliers) que l'impact inégal sur les salaires entre les castes s'est fait le plus ressentir. Les hautes castes, qui occupent en règle générale les postes les plus prestigieux et stables de la société, ont été les moins touchées par les effets délétères de la démonétisation sur l'emploi. Les groupes sociaux les plus vulnérables, à savoir les Dalits, et dans une moindre mesure, les castes moyennes, ont connu des retards de paiements (pour la moitié d'entre eux) et une plus grande réduction de leurs activités.

Loin de formaliser les salaires, la démonétisation a donc plutôt renforcé les canaux informels de paiement. Les avances sur salaire sont une autre illustration de ce phénomène. Dans la région étudiée, de nombreux travailleurs sont des migrants saisonniers dans la coupe de canne à sucre ou le moulage de briques. Ils sont accoutumés à recevoir de grosses avances sur salaire versées hors saison, principalement lors de la grande fête des Lumières, dite "*Diwali*", l'une des célébrations hindoues les plus importantes, qui s'est tenue quelques semaines après la démonétisation. En effet, nos données montrent que les avances sur salaire post-démonétisation ont été principalement reçues par des individus de basses castes employés dans les briqueteries, mais aussi par ceux de castes moyennes et de hautes castes occupant des emplois salariés comme opérateurs ou cadres. Dans les briqueteries, les employeurs versant les avances sur salaire ont essayé de profiter de la situation pour écouler leur surplus de vieilles coupures. Les *maistries* (intermédiaires sur le marché du travail, généralement en charge de distribuer les avances et de superviser les équipes), ont dû négocier avec les travailleurs. Plusieurs scénarios ont été observés. Certaines familles ont accepté les vieux billets, les ont déposés petit à petit à la banque pour écarter tout soupçon, et les ont retirés progressivement. Du fait de la pénurie de liquidités rencontrée par toutes les banques dans les régions rurales, ces familles ont dû s'y déplacer de nombreuses fois en vain, et dépenser beaucoup d'argent et de temps pour convertir les vieilles coupures – certainement illégales – de leurs employeurs. D'autres familles ont mandaté des intermédiaires pour effectuer les transactions. Certains ont dû soudoyer les banquiers qui refusaient ensuite de redonner des espèces aux travailleurs, et les *maistries* n'avaient pas d'autre choix que de quémander de nouvelles coupures aux employeurs. Quelques familles ont démarré la saison sans avance sur salaire, en espérant les recevoir une fois le choc de la démonétisation passé. Sachant que dans de nombreux cas, ces avances sur salaire servent à rembourser des dettes, nous supposons que les

---

<sup>6</sup> L'enquête s'est appuyée sur un échantillonnage stratifié selon, entre autres critères, l'appartenance de caste. À cette fin, nous nous sommes aidés d'une autotaxonomie des individus à l'aide des terminologies locales, que nous avons ensuite replacées dans ces trois catégories principales : les Dalits (ex Intouchables), les castes moyennes et les hautes castes.

familles ont dû décaler le remboursement, avec à la clé des coûts additionnels. Certains ont accepté de recevoir des sommes considérables en vieilles coupures – jusqu'à 1,4 lakh d'après nos informations (environ 1840 euros), ce qui représente deux salaires saisonniers pour un foyer – en prévoyant de ne pas retravailler l'année suivante.

De nouvelles formes d'asservissement temporaire ont vu le jour. Par exemple, afin d'écouler leurs vieux billets, des entrepreneurs en bâtiment ont imposé des avances de montants élevés – jusqu'à 30 000 INR – à leur main-d'œuvre, alors même que cette pratique n'est pas courante dans ce secteur. Ensuite, les travailleurs étaient forcés de travailler pour le même entrepreneur, tout en assumant les coûts de la vente des vieilles coupures. À l'inverse, certains migrants travaillant dans les briqueteries ont accepté de plus faibles avances et, en échange, ont négocié leurs salaires à la hausse, parce qu'ils ne souhaitent pas blanchir l'argent sale de leurs employeurs ou tout simplement parce qu'ils ne voulaient pas recevoir de vieilles coupures. Dans un système bien rodé qui utilise les avances pour contrôler la main-d'œuvre, cette négociation inhabituelle sur les salaires pourrait dans une certaine mesure concéder une meilleure marge de négociation aux travailleurs asservis.

Les petites entreprises ont elles aussi dû s'adapter de différentes manières. Les commerçants étaient déjà familiarisés avec la vente à crédit, moyen efficace de fidéliser leur clientèle. Lors de nos entretiens menés après la démonétisation, 18 % des sondés ont affirmé acheter moins à crédit tandis que 10 % ont déclaré l'exact opposé. Les analyses qualitatives confirment cet éventail de scénarios, tant pour les consommateurs que pour les commerçants. Le comportement est étroitement lié à la question de la confiance et au réseau interpersonnel dans lequel les individus sont imbriqués. Les commerçants qui ne pouvaient acheter à crédit auprès de leurs grossistes ont dû réduire leurs activités car ils ne pouvaient pas se permettre de vendre à crédit. D'autres, à l'inverse, ont pu allonger considérablement leurs périodes de remboursement grâce à leurs facilités de crédit, afin de favoriser en majorité leurs clients les plus fidèles. Nous faisons l'hypothèse que les commerçants dalits ont été touchés plus durement, car ils bénéficient de facilités de crédit amoindries comparées à celles des membres des autres castes. Nous avons rencontré des ménages qui n'avaient pas payé leurs commerçants au cours des deux derniers mois. Les consommateurs ayant dû réduire leurs achats à crédit l'ont fait contre leur gré – n'étant plus éligibles – ou par choix, grâce à un plus grand accès à d'autres sources de liquidités au niveau local. En effet, des prêteurs informels de la région nous ont expliqué que, suite à la démonétisation, ils ont réorienté leurs activités de prêts localement, les jugeant ainsi plus fiables.

De la même manière, les chanceux qui ont réussi à mettre leurs mains sur des espèces sonnantes et trébuchantes ont pu les prêter aux autres. C'était le cas des fonctionnaires, habituellement payés par chèque ou par virement bancaire. Suite à diverses manifestations et protestations, les administrations publiques ont accepté d'effectuer des paiements en espèce pour leurs employés. Dans la région étudiée, les emplois administratifs sont peu nombreux, mais les prêts d'argent ont toutefois augmenté après la démonétisation : la proportion de ménages ayant déclaré qu'ils prêtaient de l'argent aux autres a plus que doublé, passant de 5 à 11 %. <sup>7</sup> La moitié des prêteurs travaille dans les briqueteries. Les avances sur salaire qu'ils reçoivent, particulièrement conséquentes cette année comme on l'a vu plus haut, leur servent vraisemblablement à prêter de l'argent. Les autres sont des travailleurs indépendants (artisans, épiciers, entrepreneurs), ou des agriculteurs. Bien que les données recueillies soient limitées en termes de nombre d'observations, elles permettent de penser que l'entraide est étroitement liée à

---

<sup>7</sup> Le prêt d'argent ayant mauvaise réputation, ces données peuvent minimiser la réalité du prêt entre villageois, que ce soit avant ou après la démonétisation. Pour autant, la comparaison présente un certain intérêt car elle montre une augmentation.

l'appartenance de caste et de genre, ce qui confirme nos résultats ci-dessus concernant l'échange de vieux billets.

### La confiance interpersonnelle a-t-elle été mise à l'épreuve ?

Certes, les réseaux ont été d'une importance cruciale pour faire face à la démonétisation, mais tous les ménages n'ont pas été logés à la même enseigne. La démonétisation a semblé mettre à rude épreuve les réseaux préexistants, en testant finalement les relations interpersonnelles. Dans l'enquête NEEMIS, Hilger et Nordman (2017) ont eu recours à trois mesures de la confiance, qui sont toutes liées à la confiance interpersonnelle, à savoir, la confiance en autrui : 1. « *Mon voisinage est digne de confiance* » ; 2. « *Parmi les employés, les membres de ma famille sont plus fiables que les autres* » ; et 3. « *Faites-vous confiance aux gens en général ?* », qui mesure la « confiance généralisée » telle que traditionnellement définie dans les enquêtes internationales comme l'enquête *World Values Survey* (cf. tableau 1)<sup>8</sup>. Les réponses étant issues d'entretiens individuels et non d'expérimentations sur la notion de confiance, elles permettent ainsi d'évaluer une combinaison de croyances individuelles en matière de confiance interpersonnelle, d'aversion à la trahison, etc. (Glaeser et al., 2000 ; Fehr, 2009). Ces trois questions représentent des facettes différentes de la confiance interpersonnelle qui sont importantes dans le contexte des zones rurales de l'Inde du Sud. Le tableau 1 nous montre que la confiance généralisée et la confiance dans les personnes du quartier ont baissé de manière significative lorsque l'on compare les sondés avant et après la démonétisation. À l'inverse, la confiance accordée aux proches, à savoir les membres de la famille, a augmenté.

**Tableau 1. Trois aspects différents de « la confiance en l'autre »**

|                       | Before demonetization |         | After demonetization |         | Diff  | Std Err |
|-----------------------|-----------------------|---------|----------------------|---------|-------|---------|
|                       | Mean                  | Std Dev | Mean                 | Std Dev |       |         |
| Trust in neighborhood | 2.13                  | 0.04    | 1.99                 | 0.06    | 0.14  | 0.07    |
| Trust in kin          | 2.52                  | 0.98    | 2.69                 | 0.84    | -0.17 | 0.07    |
| Generalized Trust     | 2.85                  | 0.03    | 2.71                 | 0.05    | 0.14  | 0.06    |

Source : NEEMIS 2016/2017 ; Hilger et Nordman (2017)

Dans le module supplémentaire concernant la démonétisation, il était demandé aux personnes sondées si elles pensaient que la démonétisation influençait leurs réponses, en plus des questions concernant leurs niveaux de confiance exposés dans le tableau 1<sup>9</sup>. Hilger et Nordman (2017) montre que, contrairement aux résultats exposés dans le tableau 1, la majorité des sondés *ne pensaient pas* que la démonétisation avait altéré leurs niveaux de confiance interpersonnelle (tableau 2). Parmi ceux ayant déclaré ressentir une variation dans leur niveau de confiance, la part d'individus qui ont vécu une augmentation ou une baisse de confiance est presque identique s'agissant de la confiance accordée au voisinage et aux employés. Au contraire, la confiance accordée aux banques est on ne peut plus négative : nous observons une variation négative de 24 %, pour 7 % de variation positive. Ces chiffres montrent que les niveaux de confiance liés aux institutions de l'économie formelle, à savoir la confiance accordée aux établissements bancaires et aux associations (non exposée ici), ont été les plus

<sup>8</sup> Les réponses aux trois questions ont été enregistrées sur une échelle de Likert (allant de « *Pas du tout d'accord* » à « *Tout à fait d'accord* ») et normalisées pour les analyses empiriques de façon à faciliter l'interprétation.

<sup>9</sup> Cette question a été posée en dernier et ne devrait pas dénaturer les réponses vis-à-vis des trois questions sur la confiance. La comparaison entre les échantillons avant et après la démonétisation reste donc valide.

touchés par la politique de démonétisation. À l'inverse, la confiance placée dans la communauté a été soumise aux caractéristiques du réseau (caste, teneur des ressources, force des liens, etc.) et la démonétisation a eu pour conséquence d'orienter la décision de mobiliser le réseau et d'ajuster les marges intensives et extensives de son usage.

**Tableau 2. Variations du niveau de confiance (sur un échantillon post-démonétisation seulement, en %)**

|            | Confiance dans le voisinage | Confiance dans les employés | Confiance dans les établissements bancaires |
|------------|-----------------------------|-----------------------------|---|
| Croissance | 10,6                        | 11,8                        | 7   |
| Baisse     | 15,0                        | 14,3                        | 23,7  |
| Stable     | 74,4                        | 73,9                        | 69,3  |
| Total      | 100                         | 100                         | 100   |

*Source* : NEEMSI 2016/2017 ; Hilger et Nordman (2017) et Guérin et al. (2017b)

Par conséquent, Hilger et Nordman (2017) établissent une inférence causale entre le degré de mobilisation des réseaux interpersonnels et la confiance mutuelle, en se servant du choc de la démonétisation comme source de variation exogène. Selon eux, il est peu probable que la démonétisation ait altéré les croyances sur la fiabilité des autres (ce qui impliquerait un changement du facteur de confiance lié aux préférences personnelles), mais il est plus vraisemblable que la démonétisation ait remis en question ces croyances du fait d'une interaction renouvelée avec les autres suite au choc, donc d'une mobilisation plus intensive du réseau. Dans ce contexte, quelques personnes ont pu redynamiser leurs réseaux, alors que d'autres ont échoué. D'autres données ont confirmé cette analyse (Guérin et al., 2017b). Parmi les personnes sondées après la démonétisation, presque un tiers a eu besoin d'aide pendant le processus : 10 % ont demandé de l'aide et l'ont reçue, 18 % n'avaient personne à qui faire appel et 3 % ont demandé de l'aide, sans succès. En définitive, si les réseaux interpersonnels ont permis d'atténuer en partie les aspects pernicious de la démonétisation, ils ont néanmoins laissé de côté les individus qui ne pouvaient compter sur personne.

## Conclusion

Le processus de démonétisation amorcé en novembre 2016 en Inde devait contribuer à la formalisation de l'économie indienne et, par ricochet, profiter aux plus démunis. Cependant, alors que la protection sociale formelle n'a fait l'objet d'aucune mesure complémentaire, cette mesure a principalement entraîné une expansion de l'économie informelle, surtout – mais pas uniquement – sous forme d'endettement informel. Il semble que des formes historiques d'inégalités préexistantes dans la société indienne aient été renforcées, et que de nouvelles aient vu le jour. Les différentes analyses menées ici, issues de travaux de terrain qualitatifs et quantitatifs menés dans les zones rurales de l'État du Tamil Nadu avant, pendant et juste après la démonétisation, mettent en évidence à quel point la plupart des villageois indiens sont tributaires d'un entrelacs de droits et d'obligations pour leur survie quotidienne via une circulation constante de liquidités, de biens et de services. Avec une protection sociale institutionnelle faible et des programmes gouvernementaux obéissant à des logiques clientélistes, un solide réseau de proches, d'amis, de connaissances et de patrons prêts à rendre service reste le meilleur moyen de subvenir aux besoins quotidiens. Cette régulation sociale de l'économie joue en quelque sorte un rôle de protection sociale, mais celle-ci est foncièrement partielle, inégalitaire et basée sur des relations en grande partie hiérarchiques. Les réseaux interpersonnels, étroitement articulés aux

appartenances de caste et de genre, ont de ce fait joué un rôle majeur dans la gestion du choc de la démonétisation. Ce faisant, ils ont atténué en partie les effets délétères de la démonétisation, exception faite des foyers qui ne pouvaient compter sur personne.

Les excédents monétaires ont été injectés dans les réseaux par le biais de cadeaux, de prêts, ou encore d'avances sur salaires. En effet, l'épargne est avant tout « relationnelle », et s'effectue sous la forme d'investissements dans « autrui » (Guérin, Kumar et Venkatasubramanian, 2016). Néanmoins, la nature de ces réseaux est très diverse. Si certains réseaux très hiérarchiques (le patriarcat, les classes sociales) renforcent l'infériorité de l'emprunteur à chaque nouveau prêt ou avance consenti, par le biais de versement d'intérêts élevés, de services gratuits ou de nouvelles modalités d'asservissement des travailleurs, d'autres transactions financières sont quant à elles fondées sur la solidarité et la réciprocité, preuves de la nature redistributive des réseaux interpersonnels (Nordman, 2016). Celles-ci s'opèrent avant tout entre les membres d'une même caste ou d'une même famille.

Ce résultat – la disparité d'accès et de recours au tissu social, dans un contexte de choc monétaire – est probablement le plus novateur de notre étude. Bien que de nouveaux travaux sur le terrain et des observations à long terme dans d'autres contextes et régions de l'Inde soient nécessaires pour valider nos constatations, elles ont mis en lumière les impacts inattendus de la démonétisation. D'autres données qualitatives montrent que les détenteurs d'excédents de liquidités, en particulier les grands entrepreneurs, ont non seulement écoulé leurs vieilles coupures sans aucune difficulté en usant de tactiques et réseaux divers, mais qu'ils se sont servis du choc monétaire pour resserrer leur contrôle sur de nombreux réseaux économiques informels, et illégaux (Guérin et al., 2017b). En conséquence, l'objectif de transition vers une économie formelle a été supplanté par un renforcement de l'économie informelle (du moins sur le court terme) grâce auquel les acteurs ont pu atténuer la violence du choc et ses conséquences néfastes. Dans des contextes où l'Etat de droit est faible, voire inexistant, et ne peut garantir l'exécution des contrats, et où la protection sociale de type institutionnelle est elle aussi faible, et ne protège pas les travailleurs et leurs familles, les réseaux interpersonnels, segmentés en fonction d'institutions sociales telles que les castes, les classes sociales, la religion, les liens du sang, le genre et le lieu de vie, s'imposent comme seuls remparts contre les aléas de l'existence. Cependant, ils le font de façon parfois arbitraire et biaisée, pour servir leurs propres intérêts.

Les interactions sociales produisent des effets hétérogènes des politiques publiques, ce qui peut contrecarrer les objectifs officiels et initiaux des gouvernants. Ici en l'occurrence, ces conséquences imprévues ont été observées sur le court terme et dans une région particulière de l'Inde. Il reste à déterminer quels seront les effets à long terme et pour l'ensemble du pays.

**Isabelle Guérin**

IRD, CESSMA, France ; IFP, Inde

**Christophe Jalil Nordman**

IRD, DIAL, France, IFP, Inde

## Références

- Guérin, I., Kumar, S., Venkatasubramanian, G. (2016). [Ceremonial Expenses as Relational Savings](http://blog.imtffi.uci.edu/2017/01/ceremonial-expenses-as-relational.html), IMTFI Blog, <http://blog.imtffi.uci.edu/2017/01/ceremonial-expenses-as-relational.html>. (accessed the 22nd September, 2017)
- Fehr, E. (2009). On the Economics and Biology of Trust. *Journal of the European Economic Association*, 7(2-3): 235-266.



- Glaeser, E. L., Laibson, D. I., Scheinkman, J. A., and Soutter, C. L. (2000). Measuring Trust. *The Quarterly Journal of Economics*, 115(3):811-846.
- Guérin, I., Lanos, Y., Michiels, S., Nordman, C. J., Venkatasubramanian, G. (2017a). The Use of Social Networks in a Self-Inflicted Macroeconomic Shock Context: Demonetisation in India. [NOPOOR Policy Brief](#).
- Guérin, I., Lanos, Y., Michiels, S., Nordman, C. J., Venkatasubramanian, G. (2017b). [Demonetisation, Social Networks and Social Protection: Insights from Rural Tamil Nadu](#). *Economic and Political Weekly*, forthcoming.
- Hilger, A., Nordman, C.J. (2017). The Determinants of Trust: Evidence from Rural South India. Unpublished Working Paper.
- Kohli V., Ramakumar R. (2016), Economic Rationale of ‘Demonetisation’, *Economic and Political Weekly*, 51(53).
- Kumar A. (2017), Economic Consequences of Demonetisation. Money Supply and Economic Structure, *Economic and Political Weekly*, 52(1): 14-17.
- Nordman, C.J. (2016), Do Family and Kinship Ties Support Entrepreneurs in Developing Countries? *IZA World of Labor*, 262, DOI: 10.15185/izawol.262.
- Patnaik P. (2017), [The RBI Report and The Truth About Demonetisation](#), *The Citizen*, August 31, (accessed the 22rd September, 2017)
- Rao D. K., Kotian R. R. (2017), A study on impact of demonetisation of currency notes on the functioning of Indian economy, *Journal Advances in Business Management*, 2017, 3(2): 99-101, DOI: 10.14260/jadbm/2017/22